



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché (avis rectificatif)

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-26849>

Département(s) de publication : **75, 77, 78, 91, 92, 93, 94, 95**

Annonce n° **24-26849**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)

Forme juridique de l'acheteur : Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Prestations de maintenance multitechnique et d'exploitation des bâtiments occupés par certains services et entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre, et du budget annexe de l'État et des entités associées par convention

Description : Prestations de maintenance multitechnique et d'exploitation des bâtiments occupés par certains services et entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre, et du budget annexe de l'État et des entités associées par convention

Identifiant de la procédure : 45a1fc42-8f5e-4444-a632-b6f4bd790bd7

Type de procédure : Appel d'offres compétitive

Principales caractéristiques de la procédure : Il s'agit d'un appel d'offres ouvert conformément aux articles L2124-2, R2124-2-1° et R2161-2 et suivants du code de la commande publique).

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,760,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 8,280,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Informations complémentaires : La valeur estimée est calculée sur toute la durée de l'accord-cadre soit 48 mois au total. Le présent avis est rédigé et publié en langue française. Les candidats doivent obligatoirement visiter les sites suivants : DILA : 26 rue Desaix - 75015 PARIS ; CESE : Palais d'Iéna - 9 place d'Iéna - 75016 PARIS. La date limite pour s'inscrire aux visites obligatoires est fixée dans le Règlement de la Consultation. Les candidats ne pourront contester l'impossibilité d'effectuer la visite et donc de soumissionner, si leur sollicitation était trop rapprochée de la limite. A l'issue de cette visite obligatoire, les candidats reçoivent une attestation de visite qu'ils joignent impérativement à leur dossier de réponse à la consultation. L'offre d'un candidat n'ayant pas procédé à la visite préalable obligatoire sera considérée comme irrégulière et sera éliminée. En application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, l'exécution de l'accord-cadre comporte une clause sociale.

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

Directive 2014/24/UE - DIRECTIVE 2014/24/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et Code de la commande publique du 1er avril 2019.

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert (articles L2124-2, R2124-2-1° et R2161-2 et suivants du code de la commande publique). Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire de services conclu à prix unitaires et exécutés par l'émission de bons de commande conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

2.1.6 Motifs d'exclusion

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché : Les motifs d'exclusion sont définis dans le règlement de la consultation

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Prestations de maintenance multitechnique et d'exploitation des bâtiments occupés par certains services et entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre, et du budget annexe de l'Etat et des entités associées par convention

Description : Prestations de maintenance multitechnique et d'exploitation des bâtiments occupés par certains services et entités relevant du périmètre budgétaire des services du Premier ministre, et du budget annexe de l'Etat et des entités associées par convention

Identifiant interne : 23_BAM_211

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 50700000 Services de réparation et d'entretien d'installations de bâtiments

Options :

Description des options : Les options au sens du droit Français ne sont pas autorisées. Les options au sens du droit communautaire sont autorisées (reconduction, avenant, marché similaire).

5.1.3 Durée estimée

Date de début : 05/06/2024

Date de fin : 05/06/2028

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 2,760,000 EUR

Valeur maximale de l'accord-cadre : 8,280,000 EUR

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Liste et description succincte des critères de sélection : Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-13 et 14 du code de la commande publique : - la présentation d'une liste des prestations exécutées au cours des trois dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les services les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des prestations et précisent si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin. - les effectifs de leur société ventilés par compétence, l'importance du personnel d'encadrement et l'évolution des effectifs cadres et non cadres dans le domaine objet du marché pour les 3 dernières années ; - la description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise. - le certificat de qualification minimum ou équivalent (Par équivalent, l'acheteur public entend « tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres ») Les certificats demandés sont cumulatifs : o QUALIFELEC - Maintenance des Installations Électriques - MIE3 - Mention MGT, o QUALIFELEC - Courants Faibles Moyen Gros Tertiaire Industrie - CFMGTI3 - Mention MA, o APSAD I7 et F7.

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Liste et description succincte des critères de sélection : Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R2142-6 à R2142-12 du code de la commande publique : - la déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet de l'accord-cadre, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles, ou équivalent ;

Utilisation de ce critère : Utilisés

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Coût

Description : Critère B : Coût (40 points) Analyse de chaque DQE -Critère B1 : DQE Prestations Principales - Prise en charge, maintenance annuelle, réversibilité (25 points) -Critère B2 : DQE Prestations subsidiaires - Interventions (5 points) -Critère B3 : DQE Prestations subsidiaires - Pièce de rechanges (5 points) -Critère B4 : DQE Prestations subsidiaires - Achat de prestation (4 points) -Critère B5 : DQE Prestations subsidiaires - Outils GMAO (1 point)

Critère :

Type : Qualité

Description : Critère A : Qualité des prestations - 60 points Sous-critère A1 : Qualité de la stratégie de maintenance et d'exploitation (20 points) -Description des méthodes et moyens mis en place pour le déploiement du marché, le démarrage de la maintenance et la qualité du calendrier prévisionnel associé (5 points) -Organisation, processus et gammes des opérations de maintenance préventive et corrective (dont plan de maintenance détaillé, part du préventif et du correctif, gestion des interventions et dépannages, gammes de maintenance, planning de présence et de rondes...) (15 points) Sous-critère A2 : Qualité et pertinence de l'organisation des moyens humains (20 points) -Composition des équipes spécifiquement dédiées et qualité des profils proposés et pilotage des équipes et gestion de la sous-traitance (15 points) -Organisation de l'astreinte et des relais (2 points) -Moyens mis en place pour pérenniser les effectifs alloués aux sites et plans de montée en compétence et connaissance des techniciens (3 points) Sous-critère A3 : Qualité du suivi des prestations (10 points) -Moyens techniques et technologiques mis en oeuvre pour suivre les prestations (GMAO, système de reporting, outils complémentaire de suivi de maintenance, traçabilité etc.) et plan d'assurance qualité (5 points) -Supports documentaires et exemples de livrables (cahiers de maintenance, carnets de bords, fiches d'entretien, ...) (5 points) Sous-critère A4 : Démarche environnementale (10 points) -Durabilité, qualité, réemploi des fournitures et pièces et gestion des déchets dans le cadre des prestations de maintenance (5 points) -Inscription dans une démarche d'amélioration de la performance environnementale dans les perspectives d'évolution du parc à maintenir (5 points)

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Autorisée

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2447611&orgAcronyme=d2v>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Description de la garantie financière : Il n'est ni pratiqué de retenue de garantie ni exigé de cautionnement au titre du présent accord cadre.

Date limite de réception des offres : 20/03/2024 à 12:00

Date limite de validité de l'offre : 180 DAY

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Autorisée

Le paiement en ligne sera utilisé

Forme juridique que doit revêtir un groupe de soumissionnaires auquel un marché est attribué : Pour veiller à la bonne exécution de l'accord-cadre, le groupement attributaire devra revêtir la forme d'un groupement solidaire ou à défaut celle d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire pour l'exécution du marché de chacun des membres du groupement et devra être clairement identifié.

Informations relatives aux délais de recours : Il est possible d'exercer devant le tribunal administratif compétent : -soit un référé précontractuel : avant la conclusion du marché (articles L551-1 à -12 et R551-1 à -6 du Code de justice administrative) ; -soit un référé contractuel : à défaut de publication d'un avis d'intention de conclure et du respect du délai de suspension de signature de 11 jours, action à exercer dans un délai de 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du marché (articles L551-13 à -23 et R551-7 à -10 du code de justice administrative) ; -soit un recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché (sur le fondement de la jurisprudence du Conseil d'État, 4 avril 2014, "Département du Tarn et Garonne", n°358994).

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de médiation : Comité consultatif national de règlement amiable de différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCRA)

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché : Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Paris

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)

Organisation qui traite les offres : Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0002

Nom officiel : Tribunal administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 17750005500013

Adresse postale : 7 rue de Jouy

Ville : Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : +33144594400

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Direction des services administratifs et financiers du Premier ministre (DSAF)

Numéro d'enregistrement : 12000103700023

Adresse postale : 20 avenue de Ségur

Ville : Paris cedex 07

Code postal : 75334

Pays : France

Adresse électronique : bam.oe@pm.gouv.fr

Téléphone : +33142758000

Profil de l'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

Organisation qui fournit un accès hors ligne aux documents de marché

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

8.1 ORG-0003

Nom officiel : Comité consultatif national de règlement amiable de différends ou litiges relatifs aux marchés publics (CCRA)

Numéro d'enregistrement : 0000000000000

Adresse postale : 6 rue Louise Weiss 75013

Ville : Paris

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : ccra.daj@finances.gouv.fr

Téléphone : +33144972506

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de médiation

Section 10 - Modification

Version de l'avis antérieur à modifier : f6dda3a0-aab0-46d7-aeb9-34ee66a8c673-01

Principale raison de la modification : Correction par l'acheteur

Description : Modification du nombre de qualifications exigées aux articles 7.3 et 7.4 du Règlement de la consultation.

10.1 Modification

Description des modifications : Au lieu de lire : QUALIFELEC - Maintenance des Installations Électriques - MIE3 - Mention MGT, QUALIFELEC - Courants Faibles Moyen Gros Tertiaire Industrie - CFMGTI3 - Mention MA, APSAD I7 et F7. Il faut lire : QUALIFELEC - Maintenance des Installations Électriques - MIE3 - Mention MGT, APSAD F7.

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 3168e229-1c36-49d4-bfe9-0954efe2975a - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 05/03/2024 à 10:01

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 05/03/2024